



Les Rapports d'activité 2002 du Groupe BANK OF AFRICA sont illustrés, d'une part, de photographies montrant la vie des agences et succursales BANK OF AFRICA et, d'autre part, de sujets mettant en avant la créativité du continent africain. Dans de nombreux univers, tels ceux de la recherche scientifique, de l'agronomie, des nouveaux circuits économiques, de la santé, des nouvelles technologies, et bien sûr, de la création artistique et culturelle, l'Afrique innove.

SANGA II: la chorégraphie africaine à Madagascar.

Compagnie malgache Rary.

© photo: Maksim Seth.

Le mot du Directeur Général



L'exercice qui vient de s'achever s'est déroulé dans un contexte particulièrement défavorable, mais, paradoxalement, la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR) sort renforcée des épreuves qu'elle a traversées.

Tout d'abord, elle a mis en lumière sa capacité à affronter une situation politique, économique et sociale inédite, par la poursuite de ses activités sur l'ensemble du territoire.

Ensuite, elle a prouvé son aptitude à assimiler une technologie évolutive, en s'adaptant définitivement à son nouveau système informatique, lequel marque une avancée fondamentale, indispensable pour parfaire la qualité de service à la clientèle.

Enfin, elle a démontré qu'elle est capable de se rapprocher progressivement des meilleures performances du Groupe.

Ces remarques positives peuvent être illustrées par de nombreuses données objectives. Leur valeur réelle est encore plus probante, en regard de la conjoncture économique qui a prévalu en cette année 2002 perturbée.

Parmi les résultats les plus significatifs, il convient de distinguer :

- la reconduction du total de bilan en faible, mais positive, variation de +0,1% par rapport à l'exercice 2001, à 1 598,8 milliards de FMG ;
- la stabilisation des ressources de clientèle, maintenues légèrement au-dessus du haut niveau de 2001, à 1 373,7 milliards de FMG ;
- la progression du produit net bancaire, en hausse de 23,6% comparé au chiffre constaté en 2001, à 118,8 milliards de FMG ;
- l'évolution favorable du coefficient d'exploitation, en amélioration de plus de 14 points rapporté à 2001, revenant de 88,5 à 74,4%;

- la forte croissance du bénéfice net, porté à 10,1 milliards de FMG, avec un gain de 44,7% sur le résultat 2001, malgré une prudente dotation au Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) de 6,1 milliards de FMG.

Ces résultats ont pu être atteints grâce à la poursuite de la stratégie arrêtée dans le Plan Triennal de Développement (PTD) 2001-2003, même si, au cours du premier semestre 2002, il a fallu prendre en compte les impératifs dictés par les circonstances et parfois modifier les priorités, notamment en matière de développement des crédits. Les lignes directrices ont néanmoins été respectées et, dès la normalisation de la situation dans le pays, toutes les mesures propres à relancer l'activité ont été mises en œuvre.

L'année 2003 verra ainsi l'intensification des actions entreprises au cours des deux derniers exercices. Celles-ci viseront l'atteinte des axes majeurs du PTD : le développement des parts de marché, tant en ressources qu'en emplois ; la sécurisation des emplois et des procédures opérationnelles ; le renforcement de l'image de marque ; la diversification de la base de clientèle.

Cette ambition sera ainsi poursuivie grâce à une mobilisation de tous les collaborateurs de la Banque, qui ont su prouver leur détermination tout au long de l'année 2002 et qui sauront encore la renforcer dans un environnement économique redevenu plus propice.

Leur potentiel de compétences, rehaussé par un esprit d'équipe déterminé, devrait conduire la BOA-MADAGASCAR vers de nouveaux succès, toujours au service de sa clientèle.

Alain Lepâtre LAMONTAGNE

Directeur Général

Faits marquants

Au cours de l'année 2002

Janvier

Ouverture de la nouvelle Agence Galaxy à Andraharo - Antananarivo.

Février

Fermeture du Marché des Bons du Trésor par Adjudication (BTA) et du Marché Interbancaire de Devises (MID).

Mars

Extension du progiciel informatique central IGOR à l'agence de Toliary.

Achèvement des travaux de rénovation de l'immeuble du Siège et d'aménagement de l'Agence Centrale.

Avril

Participation à Cotonou aux Rencontres BANK OF AFRICA 2002 pour les cadres du réseau.

Août

Réouverture du Marché Interbancaire de Devises (MID).

Septembre

Signature du protocole d'accord relatif à une ligne de crédit pour la sécurisation foncière entre la BOA-MADAGASCAR, la Fédération des Organisations Paysannes du Vakinankaratra (VFTV) et la Cellule de Coordination des Appuis des Activités du Crédit Rural (CACR) du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

Octobre

Nomination d'un nouveau Directeur Général.

Reouverture du Marché des Bons du Trésor par Adjudication (BTA).

Novembre

Ouverture du 70 000ème compte.

Décembre

Réactivation de l'Agence de Moramanga qui redevient permanente.

Participation à Dakar aux Rencontres BANK OF AFRICA 2002 pour les Administrateurs du réseau.

Extension du progiciel informatique central IGOR à l'Agence d'Antsiranana, portant à 18 le nombre des Agences connectées en temps réel.

Chiffres clés

Activité	
Dépôts*	1 373 655
Créances*	336 414

Résultat	
Produit Net Bancaire *	118 838
Charges de fonctionnement *	71 466
Résultat Brut d'Exploitation *	30 401
Résultat Net *	10 145
Coefficient d'exploitation (%)	74,4

Structure	
Total Bilan *	1 598 773
Fonds Propres après répartition *	61 707
Fonds Propres/Total Bilan (%)	3,9
Effectif moyen pendant l'exercice	869

Au 31/12/2002

(*) En millions de FMG

1 euro= 6 715 Francs Malgaches (FMG)

Composition du Conseil d'Administration

Au 31 décembre 2002, le Conseil d'Administration de la BOA-MADAGASCAR est composé de :

- M. Paul DERREUMAUX
- Société Financière Néerlandaise pour le Développement (F.M.O.), représentée par M.B.A.M. ZWINKELS
- Etat Malgache, représenté par M. Alexandre RANDRIANASOLO
- M. François TANKPINOU
- M. Bahadurali JETHA (Société Financière Internationale - SFI)
- M. Francis SUEUR
- M. Paulin Laurent COSSI

Comité des sages

Mis en place par l'Assemblée Générale du 9 juin 2000, conformément aux statuts, ce Comité exerce, à côté du Conseil d'Administration, une mission de conseil pour les questions relevant de la politique générale de la Banque. Les trois membres actuels sont:

- M. Anyl BARDAY
- M. Marcel RAMANANDRAIBE
- M. Alain RASOLOFONDRAIBE

Répartition du capital

Le capital social de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR est de 40 000 000 000 FMG, composé de 400 000 actions d'une valeur nominale de 100 000 FMG. Il se répartit comme suit :

AFRICAN FINANCIAL HOLDING - OCEAN INDIEN	35,1%
Actionnaires Privés Malgaches	25,8%
Etat Malgache	15,0%
Société Financière International (SFI)	14,0%
Société Financière Néerlandaise pour le développement (F.M.O.)	10,0%
Autres actionnaires	0,1%

Rapport du Conseil d'Administration

- Le cadre économique et financier de l'exercice 2002
- Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2002

Le cadre économique et financier de l'exercice 2002

Tout au long de l'année 2002, les perspectives de l'économie mondiale sont restées globalement incertaines, malgré les diverses mesures adoptées par la communauté internationale à la suite des événements tragiques du 11 septembre 2001 pour préserver la stabilité financière, rétablir la dynamique de la croissance mondiale et assurer la lutte contre la pauvreté, l'économie mondiale devrait enregistrer une progression, après ajustements, de 2,8% en 2002 contre 4% précédemment attendus.

Les facteurs d'incertitudes relatifs à l'environnement international ont été multiples et ne sont pas résorbés dans l'année, avec notamment :

- la menace de plus en plus imminente d'une guerre contre l'Irak ;
- les accès de fièvre du marché du pétrole, notamment liés à la grève générale paralysant depuis plusieurs mois le Venezuela ;
- les difficultés de nombreux pays émergents, en particulier en Amérique Latine, mais aussi de la Turquie ;
- les conflits qui s'enlisent en Afrique.

A ces facteurs, est venue s'ajouter la chute des valeurs boursières mondiales, provoquée par la crise de confiance des marchés financiers, suite aux scandales en série sur les irrégularités des comptes de grandes compagnies américaines, telles que ENRON ou WORLDCOM.

Les Etats-Unis ont accusé leur premier déficit budgétaire depuis 1997 et ce déséquilibre devrait persister encore pendant plusieurs années, en raison du ralentissement de l'économie et du développement important des dépenses en matière de défense et de sécurité intérieure.

En Europe, l'année 2002 a été marquée par l'entrée en vigueur dans douze des pays de

la Communauté de la monnaie unique, l'Euro. L'économie de la zone s'est également fragilisée et l'accélération attendue avec l'avènement de la nouvelle monnaie ne s'est pas produite, avec une croissance limitée à 0,9% alors qu'elle était attendue à 1,4%. Cependant, cette situation d'ensemble masque de fortes disparités nationales : la conjoncture apparaît ainsi plus déprimée en Allemagne qu'en France, du fait de l'atonie de la consommation privée.

En Afrique Sub-saharienne en général, la reprise plus faible que prévue dans le monde industrialisé s'est traduite par une baisse d'un demi-point du taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) qui passe de 3,8% en 2001 à 3,3% en 2002. Les pressions inflationnistes restent également une préoccupation sérieuse dans plusieurs pays.

Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) constitue toutefois une stratégie courageuse et cohérente pour résoudre la multitude de problèmes qui freinent encore le décollage du continent.

En ce qui concerne le contexte national malgache, l'année 2002 a été marquée par une crise socio-politique sans précédent, suite au litige post-électoral du 16 décembre 2001. La vie économique du pays a été pratiquement paralysée, du fait des blocages anti-économiques qui ont gravement perturbé, au cours du premier semestre 2002, la circulation des biens et des personnes, tant sur le plan intérieur qu'avec le monde extérieur. Les retombées négatives de ce conflit ont été ressenties dans tous les domaines.

Au plan économique, le taux de croissance du PIB, qui était de +6,7% en 2001, est estimé à -12% pour 2002. Toutes les branches d'activité ont vu leur production diminuer.

Durant le premier semestre, les pénuries de carburants et de nombreux produits de première nécessité ont provoqué une flambée des prix. Les barrages, qui bloquaient l'arrivée des matières premières des ports vers l'intérieur du pays, ont contraint de nombreuses entreprises de la zone franche à arrêter leur production entraînant la mise au chômage technique de plus de 80 000 travailleurs.

En dépit de rendements agricoles relativement bons, le taux de croissance du

secteur primaire a également été négatif en 2002 pour se situer à -1,4%. La crise s'est essentiellement ressentie au niveau de la commercialisation, entravée par les transports difficiles. Faute de possibilité d'écoulement normal, les prix à la production ont chuté, entraînant une perte substantielle de revenus pour les agriculteurs. Dans le même temps, les villes manquaient d'approvisionnements, avec pour conséquence une importante hausse des prix à la consommation sur les marchés urbains.

Avec un taux de croissance négatif de 25%, le secteur secondaire a été le plus touché. Le manque de matières premières, les échanges sur le marché intérieur fortement perturbés, l'impossibilité d'exporter, ainsi que la réduction de la demande issue de la chute du pouvoir d'achat, ont conduit de nombreuses entreprises à une chute drastique de leur activité, au mieux, et à leur fermeture, au pire, notamment dans la zone franche.

Le secteur tertiaire n'a bien entendu pas échappé à la forte récession. Son taux de croissance a chuté de 12,5% en 2002. Les transports terrestres ont énormément souffert du manque de carburants et des barrages. Le transport aérien a vu son activité restreinte par l'annulation de nombreux vols intérieurs et internationaux. Un ralentissement sensible du commerce a été enregistré, accentué par la pénurie apparue sur les marchés. De leur côté, les banques ont vu leur portefeuille se détériorer, notamment au cours du premier semestre. Quant à la situation du secteur du tourisme, elle a été tout simplement catastrophique.

Cette forte dépression, subie par le pays pendant plus de six mois, a eu pour conséquence une vive poussée de l'inflation. Après avoir atteint en pointe 26% en juillet 2002 ; elle est revenue au 31 décembre 2002 à environ 14% en glissement annuel. Au niveau des changes, le marché interbancaire de devises (MID), suspendu le 14 février 2002, n'a réouvert que le 5 août 2002. A cette date, la monnaie malgache a entériné une dépréciation de fait par rapport à l'Euro. Par contre, elle s'est appréciée par rapport au Dollar américain.

Handicapé au surplus par le gel des avoirs extérieurs malgaches de mars à juillet 2002, le commerce extérieur a été quasiment bloqué durant la crise, entraînant une baisse considérable du volume des échanges. La chute des exportations a abouti à une détérioration de la balance commerciale correspondant à 4,5% du PIB en 2002, contre 1,3% en 2001.

Le taux de pression fiscale a régressé pour se situer à 6,9% du PIB en 2002. La baisse de l'activité dans tous les secteurs a frappé de plein fouet les recettes de l'Etat.

Les dépenses totales ont accusé un fort recul, et les crédits de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) dûs aux opérateurs économiques n'ont pu commencer à être honorés qu'au quatrième trimestre de l'année.

Seuls les salaires et les pensions ont été régulièrement réglés, tandis que les autres dépenses ont été réduites au minimum. Dès reconstitution de la trésorerie de l'Etat, notamment après l'émission de nouveaux Bons de Trésor, de grands efforts ont été déployés pour apurer les arriérés de paiements intérieurs, afin de faciliter la relance du secteur privé.

Pour favoriser la reprise de la demande de crédit et la réouverture du marché des Bons du Trésor par Adjudication (BTA), la Banque Centrale a donné aux banques un signe fort en réduisant, le 21 octobre 2002, le taux des réserves obligatoires de 24% à 18% sur les dépôts à vue, et de 3% à 2% sur les dépôts à terme.

Le marché des BTA, réouvert le 25 octobre 2002 après environ 9 mois de fermeture, a régi immédiatement et positivement et positivement, donnant à l'Etat malgache de nouvelles possibilités financières.

Le déficit global des opérations du Trésor s'est élevé finalement à 5,3% du PIB en 2002. Pour le financer, les autorités du pays ont obtenu le soutien et la confiance des partenaires extérieurs, tant bilatéraux que multilatéraux.

Pour l'année 2003, les prévisions sur l'évolution de l'économie malgache sont toutes optimistes. Dans le cadre de la stratégie de développement rapide et durable adoptée par le Gouvernement, il est prévu un objectif de croissance en termes réels du PIB de 7,8% dans l'année, grâce notamment :

- à une augmentation importante des investissements tant publics que privés ;
- à la reprise des activités des entreprises exportatrices en général ;
- au développement des infrastructures ;
- à l'intensification des actions sociales ;

- à l'instauration de la bonne gouvernance et de la transparence.

L'inflation devrait continuer à baisser, pour atteindre en glissement annuel, le taux de 5% à fin décembre 2003 ; et permettre un gain de pouvoir d'achat après les hausses de salaires substantielles prévues au cours de l'année 2003.

Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2002

Les comptes de l'exercice 2002 de la Banque ont été bien évidemment fortement influencés par le contexte particulièrement défavorable qui a prévalu dans le pays. C'est ainsi que le total du bilan de la BOA-MADAGASCAR, qui s'élève à fin 2002 à 1 598,8 milliards de FMG, n'a progressé, symboliquement, que de 0,1% par rapport à l'année antérieure. Cette stabilisation a été possible grâce aux ressources, elles aussi maintenues globalement à hauteur de l'exercice précédent, à 1 373,7 milliards de FMG, avec un gain de 0,7% soit 9,1 milliards de FMG.

Compte-tenu du haut niveau des dépôts de clientèle au 31 décembre 2001, la reconduction de cet encours au 31 décembre 2002 après les perturbations de l'exercice, peut être considéré comme un résultat plutôt satisfaisant, d'autant qu'il est nettement supérieur à celui attendu à fin 2002 dans le Plan Triennal de Développement 2001-2003. Par ailleurs, la Banque a maintenu globalement sa part de marché en ressources dans une fourchette de 24 à 25% du total des dépôts du système bancaire malgache.

Parallèlement, le nombre de comptes n'a pas cessé de croître, pour dépasser en fin d'exercice les 73 000 unités, ce qui prouve l'excellent accueil du public aux offres de service de la Banque.

Alors que le nombre des comptes à vue variaient sur l'exercice sous revue de +7,4%, les ressources correspondantes ont connu une augmentation de 5,3%, franchissant la barre des 1 000 milliards de FMG.

Mais ce sont les comptes d'épargne « TAHIRY » qui sont l'objet de la plus grande satisfaction. Grâce à une forte promotion, leur encours s'est élevé de 124,8% et leur nombre a progressé de 80,3%.

Ils ont attiré de nombreux clients en quête d'une excellente rémunération et d'une totale disponibilité.

Dans une période lourde d'incertitudes, les souscripteurs habituels aux placements les plus longs ont hésité à s'engager sur la durée.

Ce comportement a affecté l'encours des comptes à terme, en baisse de 19,9%, revenant de 258,6 à 207,2 milliards de FMG dans l'exercice. L'ampleur de la contraction montre qu'une grande partie des détenteurs ont utilisé leurs capitaux pour faire face à leurs besoins dans une situation difficile.

Les autres dépôts, constitués essentiellement de dépôts de garantie et de provisions sur crédits documentaires, perdent 31% et reviennent à un encours de 75,2 milliards de FMG, ils ont bien entendu fortement souffert de la réduction de l'activité, caractéristique de l'exercice.

La quasi-totalité des 49 représentants de la Banque dans le pays - 47 Agences et 2 guichets périodiques - est pourvoyeuse nette de ressources. Seules trois Agences ont, au 31 décembre 2002, plus de crédits que de dépôts.

Si les ressources ont pu être stabilisées à leur niveau antérieur, les emplois ont, par contre, été beaucoup plus affectés.

Le portefeuille s'est contracté de 48,8 milliards de FMG, pour s'établir à 336,4 milliards de FMG, en baisse de 12,7%.

Cependant, cette évolution ne saurait être considérée comme une contre-performance. En effet, des dispositions appropriées à la situation ont été prises dès la survenance des troubles, et tout particulièrement en matière de suivi de risques. Certes, elles ont pesé sur l'encours, mais, au final, elles ont permis à la Banque de conserver un portefeuille sain, sans avoir à comptabiliser de trop lourdes provisions qui auraient obéré à l'excès le résultat.

Au 31 décembre dernier, la Banque a abandonné approximativement un point sur sa part de marché en termes d'emplois, laquelle se situe à environ 14%. Indispensable pour circonscrire la montée des périls, cette situation ne doit cependant être que provisoire et la Banque devra démontrer sa volonté et sa capacité de regagner largement le terrain perdu dès le nouvel exercice.

Des mesures de relance ont d'ailleurs été préparées dès le début du second semestre 2002 mais ne sont entrées dans leur phase active qu'en fin d'année. De plus, les détails

nécessaires pour le redémarrage de l'appareil économique expliquent que de nouvelles demandes substantielles de crédit n'aient pu encore être enregistrées avant fin 2002. Les effets du nouvel environnement national et des mesures adoptées par la Banque ne sont réellement attendus qu'à partir du second semestre 2003.

L'analyse de la répartition des emplois par secteur d'activité fait ressortir la poursuite, en 2002, des grandes tendances des années précédentes : le tassement de concours au secteur primaire et, dans une moindre mesure, la réduction du poids du secteur tertiaire, au profit du secteur secondaire et des particuliers.

Dans cet ensemble, les prêts à court terme ont diminué en un an de 27,7%, à 213,6 milliards de FMG. Ce recul affecte tous les types de financements courts, hormis les préfinancements de campagne qui ne correspondent cependant qu'à 8,4% de l'encours à court terme.

Les avances sur produits, les escomptes commerciaux, les mobilisations de créances nées et les découverts, qui représentent 85% des crédits de trésorerie, ont été fortement amputés par l'atonie de la demande.

Sous l'influence des dossiers de crédits aux particuliers, **les prêts à moyen terme** affichent une progression remarquable de 49,8% et terminent l'année avec un encours de 53,3 milliards de FMG. Les financements d'investissements professionnels, quasi-inexistants en 2002, voient leur poids diminuer dans la structure.

Quant aux prêts à long terme, qui regroupent quelques crédits spécifiques, ils ne représentent modestement que 11,3% du portefeuille, avec un volume de 37,9 milliards de FMG et perdent 8,6% de leur encours par rapport à fin 2001.

Les engagements par signature affichent une progression, surprenante dans ce contexte, de 13,2%, s'élevant de 122,3 à 138,5 milliards de FMG. Cette situation est provoquée par un volume élevé, en fin d'année, d'ouvertures de crédits documentaires pour l'importation de produits de première nécessité en reconstitution de stocks.

Les produits d'exploitation atteignent 143,2 milliards de FMG et progressent de 10,8% en 2002.

Ce résultat a pu être obtenu par l'excellent rendement des produits de trésorerie, dont le poids dans le chiffre d'affaires s'est hissé de 30,0% à fin 2001 à 37,8% cette année.

La forte augmentation des intérêts perçus sur les Bons du Trésor par Adjudication (BTA) a contribué grandement à cette situation globalement satisfaisante. Malgré la fermeture du marché pendant près de 9 mois, de février à octobre 2002, les intérêts ont été scrupuleusement réglés. De plus, l'effet cumulatif de l'augmentation des volumes, grâce à la réduction des taux des réserves obligatoires à la Banque Centrale, et de la hausse de la rémunération issue du marché, a tiré vers le haut les produits perçus sur BTA au cours des deux derniers mois de l'année, ils influencent fortement les produits de trésorerie qui, grâce à eux, gagnent 39,4%, passant de 38,8 à 54,1 milliards de FMG dans l'exercice 2002.

De leur côté, les produits de clientèle, pourtant handicapés par la faiblesse des intérêts encaissés sur les crédits, présentent néanmoins un gain modeste de 1,9% sur l'année 2002, grâce à la bonne tenue des commissions.

Les gains nets de change, profits moins pertes, progressent de 2,9 à 4,7 milliards de FMG, à la suite d'une prudente gestion des opérations en devises.

A fin décembre 2002, les charges d'exploitation se sont élevées à 95,8 milliards de FMG, soit une baisse de 7,0% par rapport à celles de l'année 2001. elles se répartissent selon une proportion d'un quart /trois quarts entre les charges bancaires et les charges de fonctionnement, pour respectivement 24,4 et 71,4 milliards de FMG, avec une bonne maîtrise des deux composantes.

Les intérêts servis à la clientèle représentent 21,4 des 24,4 milliards de FMG classifiés en charges bancaires.

Ces derniers ont diminué de 26,5% sous l'influence de deux phénomènes.

Tout d'abord, la réduction de la rémunération de l'épargne à terme, peu encouragée faute d'emplois, a limité la charge d'intérêts. Ensuite, la forte compression des charges sur réévaluation de change s'est répercutée favorablement, à la baisse, sur le taux d'évolution des charges bancaires.

Les charges de fonctionnement ont pu être cantonnées dans des limites satisfaisantes. De 69,8 milliards de FMG dans l'exercice précédent, elles n'augmentent que de 1,6 milliards de FMG, soit de 2,3%, pour se positionner à 71,4 milliards de FMG à fin 2002.

Malgré des revalorisations substantielles de salaires, les charges liées au personnel et annexes, qui représentent 42% des coûts globaux de fonctionnement, ont baissé de 4,2% en 2002, revenant de 31,3 à 30,0 milliards de FMG. En premier lieu, la réduction progressive et naturelle des effectifs est venue tempérer les effets de l'augmentation des rémunérations unitaires intervenues en 2002. Mais ce sont en fait les charges sociales annexes qui ont influencé fortement à la baisse cette rubrique, en raison du moindre recours aux frais médicaux et surtout de la non reconduction en 2002 d'importantes dépenses exceptionnelles de 2001, provenant de la mutation du système informatique de la Banque.

Les charges externes s'affichent en hausse de 8,0%, à 40,5 milliards de FMG, contre 37,5 milliards de FMG à l'issue de l'exercice précédent. Elles ont subi, pour partie, l'incidence des augmentations de coûts résultant de l'inflation de l'année 2002.

Certains postes ont pourtant enregistré une baisse. C'est le cas notamment des fournitures administratives, avec une économie de 25,9%, soit 1,4 milliards de FMG, en raison d'une moindre consommation d'imprimés et de chèquiers pendant le premier semestre, à la suite de la forte réduction d'activité.

A l'inverse, les frais de postes et de télécommunications progressent de 1,9 milliard de FMG, correspondant à une hausse de 27,5% par rapport à l'exercice précédent, la situation dans le pays ayant rendu souvent nécessaires de nombreux contacts téléphoniques supplémentaires.

Les dépenses d'investissements marquent un repli attendu par rapport aux montants exceptionnellement importants des années 2000 et 2001, mais se sont encore élevées à 9,1 milliards de FMG, témoignant de la persistance des importants efforts de modernisation des équipements et agencements et de mise à niveau technologique entrepris par la BOA-MADAGASCAR.

L'interpénétration de l'ensemble des données qui viennent d'être exposées conduit à la formation de résultats financiers 2002 tout à fait satisfaisants.

En effet, le Produit Net Bancaire (PNB) de l'année échue gagne 23,6%, pour s'établir pour la première fois au-dessus de la barre des 100 milliards de FMG, à 118,8% milliards de FMG.

Ce dernier chiffre dépasse nettement la prévision du Plan Triennal de Développement (PTD) pour 2002, fixée à 109,2 milliards de FMG.

Après déduction des charges de fonctionnement et de 17,0 milliards de FMG d'amortissements, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) franchit le cap des 30 milliards de FMG, pour se stabiliser à 30,4 milliards de FMG.

Après soustraction des dotations aux provisions déductibles pour 10,4 milliards de FMG et du résultat exceptionnel pour 9,6 milliards de FMG, et après addition des reprises de provisions pour 8,8 milliards de FMG, le résultat avant impôt ressort à 19,1 milliards de FMG, contre 8,5 milliards de FMG au 31 décembre 2001. Il enregistre un large doublement, plus 123,7%.

Il convient de souligner que la Banque dote cette année, pour la première fois, un Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) à hauteur de 6,1 milliards de FMG. Calculée en 2002 sur la base de 1,50% des engagements directs et par signature non provisionnés, la dotation vient consolider les fonds propres de l'Etablissement, conformément aux normes introduites dans le Groupe BANK OF AFRICA.

Après cette affectation et prise en compte des dotations aux provisions pour créances en souffrance et des pertes et profits exceptionnels, le Résultat net de l'exercice 2002 s'affiche à 10,1 milliards de FMG, en accroissement de 44,7% par rapport aux 7,0 milliards de FMG atteints en 2001.

Au vu de ce résultat, il est proposé à voter approbation de verser un dividende brut de 15% au titre de l'exercice 2002, qui représente un total de 6,0 milliards de FMG.

Ce dividende apportera aux actionnaires la juste rémunération de leur investissement, une incitation à poursuivre l'appui sans faille qu'ils ont toujours apporté à leur Banque et une forte confiance en son avenir.

L'affectation ainsi prévue permet en même temps le maintien en réserves de 40% du bénéfice net annuel réalisé, qui viendra s'ajouter aux réserves déjà existantes et à la

dotation au FRBG constituée cette année pour consolider les fonds propres de la Banque.

Ainsi, après seulement trois exercices depuis son rachat et malgré les turbulences de l'année 2002, l'Etablissement poursuit le renforcement de sa situation financière afin de mener dans les meilleures conditions possibles une politique d'investissements intensifs, d'innovations régulières et de présence accrue sur l'ensemble du territoire national.

Au terme de cette présentation, il convient également de remercier, féliciter et encourager l'ensemble des collaborateurs de la Banque. Ces remerciements sont plus particulièrement destinés à souligner leurs efforts, remarquables et remarqués, pour surmonter les multiples entraves générées par la situation de crise. Grâce à eux, la Banque a pu continuer à exercer, tout au long de cette difficile année, son activité sur la totalité du territoire et peut représenter au 31 décembre 2002 des résultats honorables dans ce contexte.

Dans une situation apaisée, la poursuite de leur action, dans le même esprit et avec le même engagement, contribuera à un développement important de la BANK OF AFRICA – MADAGASCAR, au bénéfice de tous.

L'année 2003 sera donc celle de l'intensification des actions entreprises au cours des deux derniers exercices, telles que définies dans le Plan Triennal de Développement 2001-2003, dont la dernière année doit se conclure par la complète réalisation de tous les objectifs majeurs.

Rapport des commissaires aux comptes

sur l'exercice clos le 31 décembre 2002.

Rapport général des commissaires aux comptes

Nous avons audité les états financiers de la BANK OF AFRICA-MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2002. ces états financiers, dont le bilan présente un total de FMG 1 598 773 366 315 avec un résultat net positif de FMG 10 145 417 355, relèvent de la responsabilité du Conseil d'Administration de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consistent également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par le Conseil d'Administration, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les états financiers présentent sincèrement, dans leurs aspects significatifs, la situation financière de la BANK OF AFRICA-MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR) au 31 décembre 2002 ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice clos à la même date conformément aux principes comptables appliqués à Madagascar.

Antananarivo, le 25 avril 2003

Les Commissaires aux comptes

Cabinet Mazars Fivoarana, Membre de Mazars :

Alain RAHOBI SOA

Associé

Cabram SARL, Membre de PricewaterhouseCoopers :

Liliane RASERIJAONA

Associée

Rapport spécial des commissaires aux comptes

En application des dispositions de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867, nous portons à votre connaissance les conventions visées par cette loi dont nous avons été avisés.

Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Le Conseil d'Administration du 10 Avril 2000

a approuvé la mise en place en faveur de la BOA-MADAGASCAR de trois prêts subordonnés d'une durée minimum de cinq ans se ventilant entre trois prêteurs :

- Nederlandse Financierings – Maatschppij Voor Ontwikkelingslanden N.V (FMO) EUR 300 000
- SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (SFI) EUR 567 340
- AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH) EUR 960 000

Ces prêts seront éventuellement convertibles en actions de la Banque.

Le taux d'intérêt de ces emprunts est de 10%.

Au 31 décembre 2002, le solde des emprunts subordonnés a été converti en Francs malgaches au cours de clôture et s'élève à FMG 12 270 588 100.

Les intérêts de l'exercice 2002 s'élèvent à FMG 1 460 572 057.

Nederlandse Financierings-Maatschappij Voor Ontwikkelingslanden N.V (FMO), SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (SFI), AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH) sont administrateurs de BOA-MADAGASCAR.

Le Conseil d'Administration du 13 septembre 2001

a autorisé BOA-MADAGASCAR à signer avec la Nederlandse Financierings – Maatschappij Voor Ontwikkelingslanden N.V (FMO) une convention de prêt destinée à couvrir les coûts de l'assistance technique fournie par AFH-Services.

Les dispositions de cette convention d'emprunt sont les suivantes :

- montant : EUR 275 000;
- objet : couvrir les coûts d'assistance technique de AFH-SERVICES du 16 mars 2001 au 16 mars 2002 ;
- débloccage : la moitié en 2001 et le reliquat en 2002.

Par correspondance en date du 10 janvier 2002, la Nederlandse Financierings – Maatschppij Voor Ontwikkelingslanden N.V (FMO) a décidé de transformer la totalité de sa créance en subvention.

Au cours de l'exercice sous-revue, BOA-MADAGASCAR a comptabilisé en produits exceptionnels une subvention pour EUR 137 500, soit FMG 907 692 475.

Le Conseil d'Administration du 11 décembre 2001

a autorisé BOA-MADAGASCAR :

- à effectuer auprès de AFH l'acquisition de la licence du progiciel IGOR ;
- à signer un contrat de crédit bail avec la société EQUIPBAIL-MADAGASCAR pour matérialiser cette acquisition.
Les dispositions de ce contrat sont les suivantes :
- valeur du progiciel : FMG 1 558 671 909
- durée de location : 72 mois (du 21 décembre 2001 au 21 décembre 2007 inclus)
- valeur de cession en fin de location : 1% soit FMG 15 586 719
- loyer mensuel hors taxe : FMG 31 609 500

Paul DERREUMAUX est administrateur de BOA-MADAGASCAR et d'AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH).

Paul DARREUMAUX et Francis SUEUR sont administrateurs de BOA-MADAGASCAR et de la société EQUIPBAIL-MADAGASCAR.

Le Conseil d'Administration du 24 novembre 1999

a autorisé BOA-MADAGASCAR à conclure avec la Société AFH-Services un contrat d'assistance technique lequel a été signé le 26 janvier 2000 avec effet rétroactif à compter du 25 novembre 1999.

L'assistance technique comporte les prestations suivantes :

- assistance en matière de relations internationales ;
- inspection générale ;
- assistance en matière d'organisation informatique ;
- assistance commerciale et promotionnelle ;
- assistance technique spéciale ;
- formation et gestion de personnel ;
- direction générale de BOA-MADAGASCAR ;

- mise à disposition de personnel d'encadrement permanent.

Les rémunérations des prestations fournies sont définies comme suit :

- une rémunération forfaitaire mensuelle basée notamment sur le nombre d'experts détachés d'une façon permanente par AFH-SERVICES auprès de BOA-MADAGASCAR ;
- des honoraires, par homme jour, calculés en fonction des interventions ponctuelles d'experts détachés temporairement par AFH-SERVICES.

Par ailleurs, BOA-MADAGASCAR versera à AFH-Services en sus une rémunération professionnelle de 4% de son bénéfice avant impôt augmenté des provisions pour risques généraux, dans la limite d'un montant maximal annuel de FRF 800 000,00 hors taxe.

Au cours de l'exercice 2002, les rémunérations versées par BOA-MADAGASCAR à AFH-Services aux différents titres de l'assistance technique se sont élevées à EUR 775 300, 10 hors taxes. Les règlements correspondant se sont élevés à FMG 5 109 291 930.

Antananarivo, le 25 avril 2003

Les Commissaires aux Comptes

Cabinet Mazars Fivoarana, Membre de Mazars :
Alain RAHOBISOA
Associé

CABRAM SARL, Membre de PricewaterhouseCoopers :
Liliane RASERIJONA
Associée

Bilan

Bilan comparé des deux derniers exercices (en FMG).

Actif

Actif	Exercice 2001	Exercice 2002
Caisse	37 730 678 410	38 092 667 476
Créances interbancaires	846 055 137 973	936 555 981 452
• A vue	376 800 929 241	334 753 443 168
· Banque centrale	262 177 477 905	217 240 275 097
· Trésor public, CCP	8 404 648 503	13 786 305 090
· Autres établissements de crédit	106 218 802 833	103 726 862 981
• A terme	469 254 208 732	601 802 538 284
Créances sur la clientèle	385 230 974 953	336 414 308 227
• Portefeuille d'effets commerciaux	35 751 185 656	19 196 443 748
· Crédits de campagne		
· Crédits ordinaires	35 751 185 656	19 196 443 748
• Autres concours à la clientèle	311 868 495 872	283 851 114 783
· Crédits de campagne	137 978 103 992	119 113 628 213
· Crédits ordinaires	173 890 391 880	164 737 486 570
• Comptes ordinaires débiteurs	37 611 293 425	33 366 749 696
• Affacturage		
Titres de placement		
Immobilisations financières		
Crédit-bail et opérations assimilées		
Immobilisations incorporelles	5 661 352 260	4 175 629 982
Immobilisations corporelles	42 777 743 091	36 363 974 974
Actionnaires et associés		
Autres actifs	144 290 674 343	144 292 788 662
Comptes d'ordre et divers	134 814 570 050	102 878 015 542
Total de l'actif	1 596 561 131 080	1 598 773 366 315

Hors Bilan	Exercice 2001	Exercice 2002
Engagements donnés	597 052 299 997	816 712 382 708
• Engagements de financement	122 343 329 075	138 490 242 574
· En faveur d'établissements de crédit		
· En faveur de la clientèle	122 343 329 075	138 490 242 574
• Engagements de garantie		
· D'ordre d'établissements de crédit		
· D'ordre de la clientèle		
• Opération en devises	85 213 970 922	110 058 140 134
• Engagements sur titres	389 495 000 000	568 164 000 000

Passif

Passif	Exercice 2001	Exercice 2002
Dettes interbancaires	38 087 916 528	10 896 860 050
• A vue	27 402 626 230	1 079 771 958
· Trésor public, CCP		

BANK OF AFRICA - MADAGASCAR

Rapport annuel - Exercice 2002

· Autres établissements de crédit	27 402 626 230	1 079 771 958
• A terme	10 685 290 298	9 817 088 092
Dettes à l'égard de la clientèle	1 364 603 564 772	1 373 654 875 389
• Comptes d'épargne à vue	34 903 793 995	78 461 518 880
• Comptes d'épargne à terme		
• Bons de caisse	101 408 973 715	94 902 544 033
• Autres dettes à vue	1 067 331 582 261	1 086 887 955 418
• Autres dettes à terme	160 959 214 801	113 402 857 058
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	25 255 803 304	10 907 134 231
Comptes d'ordre et divers	93 317 784 556	110 453 762 464
Provisions pour risques et charges	1 882 580 686	1 976 676 983
Fonds affectés	7 233 812 318	10 906 339 484
Emprunts subordonnés	10 702 730 380	12 270 588 100
Subventions d'investissements		
Fonds pour risques bancaires généraux		6 084 773 723
Capital ou dotation	40 000 000 000	40 000 000 000
Primes liées au capital		
Réserves	6 789 975 976	9 341 540 781
Écarts de réévaluation		
Report à nouveau (+/-)	1 676 530 527	2 135 397 755
Résultat de l'exercice	7 010 432 033	10 145 417 355
Total du passif	1 596 561 131 080	1 598 773 366 315

Hors bilan	Exercice 2001	Exercice 2002
Engagements reçus	5 146 400 000	15 302 893 606
• Engagements de financement		
· Reçus d'établissements de crédit		
• Engagements de garantie	5 146 400 000	15 302 893 606
· Reçus d'établissements de crédit		
• Engagements de garantie	5 146 400 000	15 302 893 606
· Reçus d'établissements de crédit		156 493 606
· Reçus de la clientèle		
· Reçus de l'état	5 146 400 000	15 146 400 000
• Engagements sur titres		

Résultat

Comptes de résultat comparés des deux derniers exercices (en FMG)

Charges

Charges	Exercice 2001	Exercice 2002
Intérêts et charges assimilées	26 608 634 446	23 090 146 304
• Sur dettes interbancaires	282 410 989	214 460 377
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	25 492 961 681	21 415 113 870
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées		
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	897 748 908	438 527 423
Charges sur opérations financières	5 365 635 986	595 009 360
• Charges sur titres de placement		
• Charges sur opérations de change	5 364 994 202	595 009 360
• Charges sur opérations hors bilan	641 784	
Charges diverses d'exploitation bancaire	277 554 959	199 347 428
Frais généraux d'exploitation	69 869 066 604	71 466 286 440
• Frais de personnel	31 338 824 451	30 018 849 111
• Autres frais généraux	38 530 242 153	41 447 437 329
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	15 157 711 037	16 970 881 222
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	4 893 281 450	10 404 335 686
Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux		6 084 773 723
Dotations pour opération exceptionnelle	8 107 386 763	
Charges exceptionnelles	3 947 173 802	14 012 702 490
Pertes sur exercices antérieurs		
Impôts sur les bénéfices	1 531 202 925	2 876 252 100
Bénéfice	7 010 432 033	10 145 417 355
Total des charges	143 665 828 913	156 283 679 531

Produits

Produits	Exercice 2001	Exercice 2002
Intérêts et produits assimilés	87 893 793 427	101 536 428 024
• Sur créances interbancaires	38 807 043 831	54 106 660 065
• Sur créances sur la clientèle	49 086 749 596	47 429 767 959
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	4 581 834 321	2 348 149 195
Produits sur opérations financières	15 257 859 807	10 411 254 667
• Produits sur titres de placement		
• Dividendes et produits assimilés		
• Produits sur opérations de change	14 554 545 113	9 776 548 380
• Produits sur opérations de hors bilan	703 314 694	634 706 287

BANK OF AFRICA - MADAGASCAR

Rapport annuel - Exercice 2002

Produits divers d'exploitation bancaire	17 806 132 995	25 613 267 806
Produits généraux d'exploitation	3 744 832 157	3 252 313 268
Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations		
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	40 340 999	8 759 220 249
Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux		
Produits sur opération exceptionnelle	8 107 386 763	
Produits exceptionnels	6 233 648 444	4 363 046 322
Profits sur exercices antérieurs		
Perte		
Total des produits	143 665 828 913	156 283 679 531

Produits & Charges

Produits & Charges	Exercice 2001	Exercice 2002
Intérêts et produits assimilés	87 893 793 427	101 536 428 024
• Sur créances interbancaires	38 807 043 831	54 106 660 065
• Sur créances sur la clientèle	49 086 749 596	47 429 767 959
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-26 608 634 446	-23 090 146 304
• Sur dettes interbancaires	-282 410 989	-214 460 377
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	-25 492 961 681	-21 415 113 870
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées	-833 261 776	-1 460 572 057
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Marge d'intérêt	61 285 158 981	78 446 281 720
Produits de commissions	4 581 834 321	2 348 149 195
Charges de commissions	-897 748 908	-438 527 423
Résultat net des commissions	3 684 085 413	1 909 621 772
Résultats nets sur		
• Opérations sur titres de placement		
• Dividendes et opérations assimilées		
• Opérations de change	9 189 550 911	9 181 539 020
• Opérations de hors bilan	702 672 910	634 706 287
Résultat net sur opérations financières	9 892 223 821	9 816 245 307
Autres produits d'exploitation bancaire	17 806 132 995	25 613 267 806
Autres charges d'exploitation bancaire	-277 554 959	-199 347 428
Autres produits d'exploitation non bancaire	3 744 832 157	3 252 313 268
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Frais généraux d'exploitation	-69 869 066 604	-71 466 286 440
• Frais de personnel	-31 338 824 451	-30 018 849 111

BANK OF AFRICA - MADAGASCAR

Rapport annuel - Exercice 2002

• Autres frais généraux	-38 530 242 153	-41 447 437 329
Dotations nettes aux amortissements et provisions	-15 157 711 037	-16 970 881 222
Résultat brut d'exploitation	11 108 100 767	30 401 214 783
Résultat net des corrections de valeur	-4 852 940 451	-1 645 115 437
Excédent net des dotations et reprises sur FRBG		-6 084 773 723
Résultat courant (avant impôt)	6 255 160 316	22 671 325 623
Résultat exceptionnel	2 286 474 642	-9 649 656 168
Résultat sur exercices antérieurs		
Impôts sur les bénéfices	-1 531 202 925	-2 876 252 100
Résultat net de l'exercice	7 010 432 033	10 145 417 355

Résolutions

Assemblée générale ordinaire du 26 avril 2003

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2002, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2002 se solde par un bénéfice de 10 417 355 FMG, après une dotation aux amortissements de 16 970 881 222 FMG, une dotation aux comptes de provision de 10 404 335 686 FMG, un excédent les dotations sur les reprises du Fonds pour Risques Bancaires Généraux de 6 084 773 723 FMG et une provision de 2 876 252 100 FMG au titre de l'impôt sur les bénéfices.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions visées par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867, approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2002.

Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

Deuxième résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit de la totalité du bénéfice net de l'exercice 2002 et du report à nouveau de l'exercice antérieur :

	(En FMG)
Résultat de l'exercice	10 145 417 355
Report à nouveau antérieur	2 135 397 755
Total à répartir	12 280 815 110
Réserve légale (15%)	1 521 812 603
Dividendes (15 % du capital)	6 000 000 000
Réserves facultatives	1 500 000 000

Nouveau report à nouveau	3 259 002 507
Total réparti	12 280 815 110

Troisième résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide la distribution d'un dividende aux actionnaires. Le dividende brut revenant à l'action s'élève pour l'exercice 2002 à 15 000 FMG, l'impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) étant à la charge des bénéficiaires. Le paiement de ce dividende s'effectuera au siège social à compter du 1er juillet 2003 par estampillage du coupon N° 3 du certificat d'action remis à chaque actionnaire.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir constaté que les mandats de tous les administrateurs :

- M. Paul DERREUMAUX
- Société Financière Néerlandaise pour le Développement (F.M.O.), représentée par M. Ben ZWINKELS
- Etat Malgache, représenté par M. Alexandre RANDRIANASOLO
- M. François TANKPINOU
- M. Bahadurali JETHA
- M. Francis SUEUR
- M. Paulin Laurent COSSI

arrivent à expiration ce jour, désigne comme nouveaux Administrateurs, pour une durée de quatre années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006 :

- M. Paul DERREUMAUX
- Société Financière Néerlandaise pour le Développement (F.M.O.), représentée par M. Ben ZWINKELS
- Etat Malgache, représenté par M. Alexandre RANDRIANASOLO
- M. François TANKPINOU
- M. Bahadurali JETHA
- M. Francis SUEUR
- M. Paulin Laurent COSSI

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale, après en avoir délibérée :

- approuve la constitution, au Kenya, de la BANK OF AFRICA-KENYA Limited (BOA-KENYA), et la prise de participation de la BOA-MADAGASCAR au capital de la BOA-KENYA, qui sera de 400 millions de Shillings Kenyans, directement, à hauteur de 5,0% et, sous forme de portage destiné à être revendu à d'autres actionnaires institutionnels à hauteur de 10,0% selon les termes et conditions du Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui lui a été soumis ce jour, selon le texte annexé à la présente résolution ;
- comme exigé par la section 9,4 de Banking Act de la République du Kenya, approuve le projet de transfert, à la BOA-KENYA, des actifs et de prise en charge, par la BOA-KENYA, des dettes des succursales kényanes du Crédit Agricole Indosuez, selon les termes et conditions du Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui lui a été soumis ce jour, selon le texte annexé à la présente résolution ;
- prend acte de ce que, dès la finalisation de cette transaction entre la BOA-KENYA et Crédit Agricole Indosuez, tel qu'il l'est prévu dans le Banking Act, le Ministre des Finances du Kenya exigera qu'une note d'information soit publiée dans la Gazette du Kenya, comme requis par la Section 9,5 du Banking Act, pour confirmer le transfert des actifs et passifs des succursales kényanes du Crédit Agricole Indosuez à la BOA-KENYA ;
- donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration de BOA-KENYA pour conclure un acte de cession des actifs et passifs des succursales kényanes du Crédit Agricole Indosuez à la BOA-KENYA, selon les termes indiqués ci avant et pour négocier et agréer tous les autres termes et conditions éventuels permettant l'aboutissement de la transaction susdite ;
- confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie de la présente résolution tous pouvoirs pour exécuter les formalités d'enregistrement et de publication légale.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée Générale tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publicité légale.

Annexes

Note sur les principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA-MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR) sont établis selon les principes comptables applicables aux établissements bancaires et conformément aux instructions de la Banque Centrale de Madagascar et de la Commission de Supervision Bancaire et Financière.

Crédit à la clientèle

Tous les encours sont inscrits au bilan à leur valeur nominale, les agios pour les créances saines étant débités en comptes ordinaires et rapportés au crédit des comptes de produits.

Conformément à la méthodologie d'évaluation des risques développée en liaison avec la Banque Centrale de Madagascar, les créances de la banque sont classées en créances saines et en créances douteuses.

Les créances sur la clientèle, dont le recouvrement est devenu incertain, font l'objet d'une provision par dotation au compte de résultat destinée à couvrir la perte potentielle qui en résultera.

Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés nets d'impôts au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres de participations-dividendes ou Revenus des titres de participation-jetons de présence ». Les moins-value latentes font l'objet de provisions, tandis que les plus values ne sont pas comptabilisées.

Engagements liés à la retraite

La BOA-MADAGASCAR verse des indemnités de départ en retraite, des primes de fin de carrière, en fonction de l'ancienneté des salariés.

Immobilisations

Les immobilisations figurent à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon la méthode linéaire.

Des provisions sont ainsi constatées pour faire face à ces versements.

Solde et opérations en monnaies étrangères

Les opérations en monnaies étrangères sont comptabilisées en appliquant les cours en vigueur à la date des transactions et les soldes des comptes en devises sont réévalués sur la base des cours de change officiels valables à la date de clôture.

Les profits et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat. Les positions de change au comptant et les autres opérations à terme sont évaluées hebdomadairement selon les cours de change officiels au comptant de fin de période.

Observations sur le bilan

Opérations avec les établissements de crédit

Les échéances des créances et des dettes avec les établissements de crédit s'analysent de la manière suivante :

Echéance	Au 31/12/2001*		Au 31/12/2002*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	376 801	27 403	323 638	1 080
De 1 mois à 3 mois	375 673		544 044	
De 3 mois à 6 mois	11 698		25 828	
De 6 mois à 2 ans	58 488		43 046	
De 2 ans à 5 ans	23 395			
Plus de 5 ans		10 685		9 817
Total	846 055	38 088	936 556	10 897

Opérations avec la clientèle

Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Echéance	Au 31/12/2001*		Au 31/12/2002*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	96 287	1 102 235	58 990	1 165 349
De 1 mois à 3 mois	143 767	178 555	114 979	104 416
De 3 mois à 6 mois	16 451	27 628	18 154	62 356
De 6 mois à 2 ans	44 084	42 210	32 518	40 363
De 2 ans à 5 ans	35 893	13 860	53 324	1 055
Plus de 5 ans	41 506	116	37 917	116
Créances en souffrance	7 243		20 532	
Total	385 231	1 364 604	336 414	1 373 655

Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2001*		Au 31/12/2002*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Particuliers	88 246	595 082	83 226	688 450
Entreprises privées	269 646	461 121	232 790	462 312
Sociétés d'état et établissements publics	27 339	308 401	20 398	222 893
Etat et organismes assimilés				
Total	385 231	1 364 604	336 414	1 373 655

Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2001*	Au 31/12/2002*
Créance douteuses	21 372	35 143
Provisions pour dépréciation	-14 129	-14 611
Créances douteuses nettes	7 243	20 532

Immobilisations financières

Immobilisations incorporelles

Nature	Au 31/12/2001*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2002*
Immobilisations brutes	8 548			8 548
Amortissements cumulés	-2 887	-1 485		-4372
Total net	5 661	-1 485		4 176

Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/2001*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2002*
Immobilisations brutes	64 317	9 299	-1 622	71 994
• Immobilisations en cours	2 209		-1 622	587
• Immobilisations d'exploitation	62 108	9 299		71 407
• Immobilisations hors exploitation				
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Amortissements cumulés	-21 539	-14 091		-35 630
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	-21 539	-14 091		-35 630
• Immobilisations hors exploitation				
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Total net	42 778	-4 792	-1 622	36 364

Autres Actifs/Passifs

Autres actifs

Nature	2001*	2002*
Débiteurs divers	9 537	2 256
Valeurs non imputées	1 837	1 368
Valeurs à l'encaissement	113 884	109 908
Valeurs à rejeter en compensation	3 110	4 911
Dépôts et cautionnement	128	112
Stocks et emplois divers	2 172	1 986
Créances rattachées	13 623	23 752
Total	144 291	144 293

Autres passifs

Nature	2001*	2002
Dettes fiscales	5 091	6 300
Dettes sociales	4	5
Créditeurs divers	18 198	2 818
Dettes rattachées	1 963	1 784
Total	25 256	10 907

Comptes d'ordre et divers

Actif

Comptes d'ordre et divers actif	2001*	2002*
Charges comptabilisées d'avance	91 930	87 962
Produits à recevoir	625	336
Divers	42 260	14 580
Total	134 815	102 878

Passif

Comptes d'ordre et divers passif	2001*	2002*
Charges à payer	3 679	5 603
Produits percus d'avance	2 512	1 841
Divers	87 127	103 010
Total	93 318	110 454

Provisions pour risques et charges

Nature	Au 31/12/2001*	Dotations	Reprises	Au 31/12/2002*
Charges de retraite				
Engagements par signature				
Pertes et charges	1 883	148	54	1 977
Total	1 833	148	54	1 977

Capitaux propres

Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2001*	Affectation du resultat*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2002*
F.R.B.G.			6 085	6 085
Primes liées au capital				
Réserve légale	1 990	1 052		3 042
Réserves règlementées				
Autres réserves	4 800	1 500		6 300
Capital social	40 000			40 000
Report à nouveau	1 677	458		2 135
Résultat 2001	7 010	-7 010		
Résultat 2002			10 145	10 145
Total	55 477	-4 000	16 230	67 707

Le fonds pour risques bancaires généraux

2001 (Solde)	0
2002	6 085
Soit au 31/12/2002	6 085

Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - Madagascar de 40 000 000 000 millions FMG, soit 400 000 actions de 100 000 FMG chacune, se répartit comme suit :

Actionnaires	Structure
AFRICAN FINANCIAL HOLDING - Océan Indien	35,10%
Actionnaires privés Malgaches	25,80%
Etat Malgache	15,00%
SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (SFI)	14,00%
Société Financière Néerlandaise pour le Développement (F.M.O.)	10,00%
Autres	0,00%

Engagements hors bilan

Nature	2001*	2002*	Variation*
Engagements donnés	597 052	816 712	219 660
• Engagements de financement	122 343	138 490	16 147
• Engagements de garantie			
• Opérations en devises	85 214	110 058	24 844
• Engagements sur titres	389 495	568 164	178 669
Engagements reçus	5 146	15 303	10 157
• Engagements de financement			
• Engagements de garantie	5 146	15 303	10 157
• Engagements sur titres			

Observations sur le compte de résultat

Intérêts et produits assimilés

Nature	2001*	2002*
Sur créances interbancaires	38 807	54 107
• A vue	38 807	54 107
• A terme		
Sur créances de la clientèle	49 087	47 429
• Créances commerciales	4 280	5 390
• Autres crédits à court terme	23 908	31 304
• Comptes ordinaires débiteurs	14 435	1 471
• Crédits à moyen terme	3 367	6 208
• Crédits à long terme	3 097	3 056
Total	87 894	101 536

Intérêts et charges assimilées

Nature	2001*	2002*
--------	-------	-------

Sur dettes interbancaires	282	214
• A vue	282	214
• A terme		
Sur dettes à l'égard de la clientèle	26 327	22 876
• A vue	6 216	9 084
• A terme	20 111	13 792
Total	26 609	23 090

Commissions

Nature	2001*	2002*
Commissions perçues (produits)	4 582	2 348
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	4	
• Sur opérations avec la clientèle	4 578	2 348
Commissions versées (charges)	898	439
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	898	439
• Sur opérations avec la clientèle		

Frais généraux d'exploitation

- Frais de personnel

Nature	2001*	2002*
Salaires et traitements	21 221	22 529
Charges sociales	10 118	7 490
Total	31 339	30 019

Autres frais généraux

Nature	2001*	2002*
Impôts, taxes et versements assimilés	942	849
Redevance de crédit bail	4 591	5 082
Loyer	1 435	1 855
Carburants, entretien et réparations	3 618	3 217
Primes d'assurances	2 198	1 138
Intermédiaires et honoraires	6 548	7 678
Publicité, publications et relations publiques	475	298
Déplacements, missions et réceptions	4 677	5 120
Frais postaux et frais de télécommunications	6 855	8 817
Achats non stockés de matières et fournitures	5 383	3 976
Jetons de présence	28	52
Moins-values de cessions		
Autres frais généraux	1 780	3 365
Total	38 530	41 447

Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	2001*	2002*
Dotations aux amortissements		
• Des immobilisations d'exploitation	15 158	16 971
• Des immobilisations hors exploitation		
Reprises		
Total	15 158	16 971

Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

Nature	2001*	2002*
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	4 727	9 188
Dotations aux provisions pour dépréciation en éléments d'actif		
Dotations aux provisions pour risques et charges	166	1 217
Pertes sur créances irrécouvrables		
Reprises de provisions sur créances en souffrance	-40	-8 706
Reprises de provisions sur autres éléments d'actif		
Reprises de provisions pour risques et charges		
Récupérations sur créances amorties		
Total	4 853	1 645

Autres informations

Effectifs moyens

Catégories	2001	2002
Cadres expatriés	5	5
Cadres locaux	216	215
Gradés	252	248
Employés	320	301
Personnel non bancaire	107	100
Total	900	869

Contrevaleur des comptes en devises

Nature	2001*	2002*
Actif		
Opérations de trésorerie	110 453	105 644
• Billets et monnaies	4 463	1 924
• Correspondants bancaires	105 990	103 720
Valeurs à l'encaissement et divers	18 834	63 958
Passif		
Opérations de trésorerie	8 592	8 592
• Correspondants bancaires		
• Refinancements	8 592	8 592
• Autres sommes dues		
Opérations avec la clientèle	101 378	104 412
• Comptes ordinaires	101 378	104 412

Affectation des résultats de l'exercice 2002

Nature	2001*	2002*
Résultat net de l'exercice	7 010	10 145
Report à nouveau antérieur	1 677	2 135
Réserve légale (15%)	1 052	1 522
Dividendes	4 000	6 000
Réserves facultatives	1 500	1 500
Report à nouveau	2 135	3 259

Résultat des cinq derniers exercices

Nature	1999	2000	2001	2002
--------	------	------	------	------

Capital en fin d'exercice				
• Capital social*	40 000	40 000	40 000	40 000
• Nombre des actions ordinaires existantes	400 000	400 000	400 000	400 000
Opérations et résultats de l'exercice*				
• Chiffre d'affaires	21 110	122 729	143 625	147 524
• Bénéfice avant impôts, amort. et provision	5 362	24 304	28 552	43 807
• Impôt sur les bénéfices	733	2 289	1 531	2 876
• Bénéfice après impôts, amort. et prov.	3 295	9 971	7 010	10 145
Résultat par actions (en FMG)				
• Après impôts, avant amort. et prov.	11 573	55 038	67 553	87 115
• Après impôts, amort. et prov.	8 238	24 928	17 526	25 364
Personnel				
• Effectifs moyens des salariés pendant l'exercice**	1 424	1 104	1 005	980
• Montant de la masse salariale de l'exercice*	2 244	13 948	31 339	30 019
• Sommes versées au titre des avantages sociaux*	2 374	14 477		

* En millions de FMG

** Permanents et temporaires